

Gustave Lefrançais

**Souvenirs
d'un révolutionnaire**

de juin 1848 à la Commune

préface de Daniel Bensaïd

La fabrique
éditions

Sommaire

Préface de Daniel Bensaïd — 13

Avant-propos — 25

Première partie — 1848 — 27

I. — Ma sortie de l'École normale primaire. — Le pion professeur. — La loi Guizot. — Un maître d'école en 1845. — Ses ressources. — Chinoiseries administratives. — Pas d'habits du dimanche. — Je suis sorcier. — Le marguillier athée. — La famille villageoise. — Le maître d'école excommunié. — 27

II. — 24 février-17 mars 1848.

Le 24 février 1848. — Mort aux voleurs! — Fausse alerte à propos de Rothschild. — Les prêtres et les magistrats adhèrent à la République. — Les images religieuses. — Nouvel aspect de Paris. — Les clubs. — Un marquis ami de «la blouse». — Les journaux à un sou. — La circulaire de Lamartine. — La Commission du travail. — Les Ateliers nationaux et la garde mobile. — Organisation des Ateliers. — Manifestation des bonnets à poils. — Le 17 mars. — 40

III. — 17 mars-4 mai.

Questions posées par Emile de Girardin. Réponse d'Achille Jubinal. — La fête du Travail. — Ledru-Rollin veut en finir avec les socialistes. — Journées du 16 avril 1848. — Mort aux communistes! — Massacres de Rouen. — La République légale proclamée le 4 mai 1848. — Réflexions d'un vieux républicain. — 51

IV. — 4 mai-26 juin.

Blanqui calomnié. — Le 15 mai. — L'Assemblée envahie est dissoute. — Courage des Constituants. — Les républicains à Vincennes. — Réflexions de mon vieux sur la journée manquée. — Fête de la Fraternité. — La question Bonaparte. — Mon ami Dubois. — Le cercle du passage Sainte-Marie. — Les Ateliers nationaux insultés et supprimés. — «Les ouvriers s'enrôleront, ou partiront de Paris... ou on les massacrera.» — Journées de juin 1848. — Pascal Duprat fait voter l'état de siège. — Cavaignac dictateur. Calomnies des journaux bourgeois contre les insurgés. Les gardes nationaux de province à Paris. — Bilan du Provisoire et de la Commission exécutive. — 56

V. — 26 juin-10 décembre.

La réaction s'accroît. — Groupe de la rue de Poitiers. — Le Provisoire devant la commission d'enquête. — Louis Blanc et Caussidière poursuivis. — Départ des prisonniers pour les pontons. — Bonaparte et Raspail élus à Paris. — Propagande bonapartiste. — Plus d'orgues de Barbarie à Paris. — Élections présidentielles. — L'échafaud politique relevé. — 75

Deuxième partie — 1849-1850 — 85

I. — Associations ouvrières. — Ce qui les distingue du compagnonnage. — Ce qui les sépare de la Révolution sociale. — L'association des instituteurs socialistes. — Le procès du 15 mai. — Élections à la Législative. — Députés ouvriers et soldats. — Le 13 juin 1849. — 85

II. — Discussion des bases de notre association. — Profession de foi et programme d'éducation. — Soirées chez Mme Roland. — Ses amis. — Deux députés de la Nièvre. — Les musiciens de la rue de Sèze. — Déclaration d'un socialiste à la Législative. — On ferme nos cours. — Citations du juge d'instruction. — 102

III. — Au dépôt. — Les Madelonnettes. — Un juge d'instruction qui ne sait pas lire. — Détenus de Juin. — Trois juges nos trousseaux. — En correctionnelle. — Pourquoi ai-je pris un avocat! — En appel à la

Conciergerie. — Sainte-Pélagie : les « pistoliens ». —
Ce que c'est que la surveillance. — Arrestations. —
Condamnations. — Acquittements. — Le républicain
Crémieux et les ouvriers socialistes. — Départ pour Dijon.
— En « cinquante-deux ». — 118

Troisième partie — 1851-1853 — 141

I. — Passeport perdu. — Un journaliste en province. — Au
secret. — Les « rouges » de Dijon. — Une ordonnance royale
de 1728. — Encore en prison ! — Mes ressources. — Je dois
être « mouchard ». — 141

II. — Le coup d'État. — Où peut mener la passion de la
terre. — Vie difficile. — Dix-neuf jours pour faire vingt
lieues. — Le Prince Dijon. — Apprenti cordonnier. — Le
caban inopportun. — Les rouges et le coup d'État. — Une
légende à détruire. — La malle dénonciatrice. — Encore
en prison. — Comment on se monte une bibliothèque. —
Peintre d'équipage. — Départ pour Londres. — 157

III. — Les proscrits à Londres. — Situation des proscrits
à Londres. — Leurs divisions. — Attitude injurieuse de
Mazzini envers les socialistes français. — Une « Sociale »
à Londres. — Un proscrit dangereux. — Comment on peut
enseigner le français. — Intervention de Joseph Déjacque à
l'occasion de l'enterrement d'un proscrit. — Les proscrits
de la Seine dans « Little Dean Street ». — Malheur aux gens
mal vêtus. — La guerre à coup de « pas de pain ». — Prêtres
socialistes. — Mort de Frédéric Cournet. — Petits paniers
pour « Christmas ». — Mort de Mme Pauline Roland. — Un
théâtre en dêche. — Retour à Paris. — 178

Quatrième partie — 1853-1868 — 207

I. — Paris au début du second Empire. — Paris et
Londres. — Situation des esprits à Paris en 1853. — Tables
tournantes. — Amis disparus. — Gains d'un colorieur
d'images. — Mort d'Arago. — Raspail, Christ et propriétaire.
— Le châtelain de Ferrières. — Philanthropie et industrie.
— Mort de Lammenais. — La journée d'un homme de peine.
— Piqueur au service municipal. — Trop véridique. — 207

II. — Les ralliés. — Circulaire électorale de Rouher en 1857. — Le vidangeur méconnu. — Mort de Cavaignac. — Attitude des Parisiens devant l'affaire d'Orsini. — Encore les Raspail. — Départ de Badinguet pour l'Italie. — Un collégien à Rouland. — Pauvre démocrate exproprié. — «Nul n'est censé ignorer la loi». — Journalistes et grandes compagnies. — Les élections de 1863. — 220

III. — Le Marius de Victor Hugo. — La Maçonnerie n'est pas ce qu'un vain peuple pense. — Enterrement de Proudhon. — Une poésie de Pierre Dupont. — Désaveu inutile. — Floquet mis en pénitence par Brisson. — Anniversaire du 24 février en 1865. — Les propos de Labiénus et la mort de Morny. — Un nouveau genre de délit. — Nouveaux groupes politiques. — Routine militaire et ses effets. — Les vieux du «Bras cassé» et Vermorel. — Éloquence de Germain Casse. — Le peuple entre en scène. — 241

Cinquième partie — 1868-1870 — 263

I. — Ouverture des réunions publiques au Vaux-Hall. — Première physionomie de ces réunions. — Réunion de la Redoute-Saint-Honoré. — Programme d'études sociales. — Le divorce au Pré-aux-Clercs. — Défi des économistes aux socialistes. — Issue de la lutte. — Les réunions s'étendent. — Leurs orateurs. — Premières attaques des journaux. — *Au Réveil.* — 263

II. — Un commissaire trop zélé. — Mutualistes et communistes aux Folies-Belleville. — Gaminerie dangereuse. — La loi et ses instruments. — Les réunions du Pré-aux-Clercs. — L'art d'élever les lapins. — Le nouveau «Verbe» de la République. — Les Réunions changent de caractère. — Onze socialistes aux députés de Paris. — Jules Simon chez son ami Budaille. — 288

III. — Période électorale. — Émile Ollivier au Châtelet. — Raspail et Hugelmann au Cirque d'Hiver. — Je me fais candidat. — Succès inespéré. — Les nouveaux élus de Paris. — Faux complot. — Les députés du boulevard Pigalle. — Exécution manquée à Saint-Mandé.

— Candidatures inassurémentées. — Assassinat de Victor Noir. — Son enterrement. — 305

IV. — Vermorel et ses accusateurs. — Arrestation de Rochefort. Le plébiscite. — Une élection au parti. — Un ami de la paix et un partisan de la guerre. — Serait-ce déjà un Prussien. — Commencement de la fin. — Chez Crémieux. Tactique des journaux et des irréconciliables à propos de l'affaire de La Villette. — À Genève. — Le camp de Saint-Maur. — Le 4 Septembre. — 327

Sixième partie — 4 septembre 1870-18 mars 1871 — 341

I. — À la Corderie du Temple. — Les comités de vigilance. — Les délégués de Lyon au café de Madrid. — Premiers agissements de la Défense nationale. — Ses calomnies et ses démentis. — Habilité administrative du maire de Paris. — Proposition de rationnement. — Aux remparts. — Les appointements de la Défense et la paie des gardes nationaux. — Où Germain Casse se dévoile. — Le 8 octobre. — Éparpillement des forces révolutionnaires. — Tout Paris prend la situation au sérieux. — L'artillerie de la garde nationale. Félix Pyat annonce la reddition de Metz. — Démenti meurtrier. — Fausse joie à Paris. — Le 31 octobre. — Arrestations. — 341

II. — À la Conciergerie. — Élections municipales. — Première instruction. — L'élection de Ranvier contestée. — Clôture de l'instruction. — On nous a protégés de la fureur populaire. — Vermorel. — Évasion du docteur Goupil. — Fausse sortie de Ducrot. — Paris bombardé. — Espérance d'enlèvement. — Le 22 janvier à la Conciergerie. — À Vincennes. — Pluie de cervelas. — À la Santé. — À Sainte-Pélagie. Je suis élu. — Je ne suis plus élu. — 366

III. — Un mot d'enfant terrible. — Nos défenseurs. — Au Cherche-Midi. — Acquittés. — Nouvelle canaillerie gouvernementale à notre égard. — Une commission municipale très embêtée. Vallès et ses harengs devant le conseil de guerre. — Dououreux sacrifices. — Paris devant Bordeaux. — Adieux de Vermorel. — Mes espérances de travail. — Singulière visite. Le 18 mars. — 383

Septième partie — 18 mars-3 juillet 1871 — 401

I. — Premier Comité central et Commune

Premières difficultés du Comité central. — Chez les « défenseurs de la République ». — Rencontre avec Vermorel. À la Corderie. — Insuccès et départ de Vermorel. — Insinuations du Gaulois. — Tirard, chef de la réaction à Paris. Ineptie des maires et des députés de Paris. — Mes hésitations comme candidat. — Les délégués du IV^e arrondissement. — Proclamation de la Commune. — Les dix journées du Comité central. — 401

II. — La Commune

Première séance. — Retour de Vermorel. — Deuxième séance de la Commune. — Paris en interdit. — Les bourgeois démissionnent. — Émissaires versaillais. — Versailles attaque et Galliffet fusille. — Sortie désastreuse. — Loi des otages. — Nouvelles démissions. — Les amateurs d'emplois publics s'envolent. — Réunion de conciliateurs à l'École centrale. — Dernière tartufferie des députés de Paris. — Cluseret dort bien. — Mort de Pierre Leroux. — Sauvez Chaudey. — 411

III. — « Réactionnaires ! » — Aux remparts. — Chef de secteur suspect. — Un point inquiétant. — Massacre de Belle-Épine. — Intervention des Francs-Maçons. — À la barricade Peyronnet. — Arrestation de Cluseret. — Le Comité de salut public. — La Commune se divise. — Trahison avortée. — Décret sur le mont-de-piété. — Deux millions pour Thiers. — 431

IV. — Démission de Rossel. — Sa fuite. — Policiers membres de la Commune. — Une nuit à Auteuil. — Rupture dans le Conseil. — Menaces du père Duchêne. — Truc mal monté. — Les électeurs du IV^e arrondissement au Théâtre-Lyrique. — Triste découverte aux remparts. — Avis non transmis. — Est-ce un fou ou un traître ? — Dernière séance de la Commune. — 447

V. — La semaine sanglante. — Premières incertitudes. — Préparatifs de défense intérieure. — Une nuit à Montmartre. — Chez Vermorel. — Retour au

IV^e arrondissement. — Dernière nuit à la mairie. — Incendie de l'Hôtel de Ville. — Fausse démarche. — Les victimes de la politique versaillaise. — Amis dévoués. — 462

VI. — Hors la lutte. — Un ami prudent. — Barbarie et civilisation. — Lâchetés. — Changements de domiciles. — Rien ne s'oublie. — Les « crimes de la Commune ». — Lettre d'un vrai républicain de province. — Les vrais crimes de la Commune devant la bourgeoisie. — Son seul crime devant le peuple. — Propos d'omnibus. — Encore de vrais amis. — Cheveux à blanchir. — En route pour Genève. — 477

Conclusion — 505

Connaissez-vous Lefrançais ?

Moins célèbre que Varlin, Vallès, Flourens ou Rossel, il fut pourtant le premier président de la Commune de Paris et, tout Lefrançais qu'il fût, Eugène Pottier lui dédia *L'Internationale*.

Angevin monté à Paris, né en 1826 dans une famille anti-bonapartiste, il entre en 1842 à l'école normale d'instituteurs de Versailles, mais il ne peut à sa sortie trouver de poste : l'interdiction professionnelle pour opinion sulfureuse existait déjà. Après le remplacement provisoire d'un collègue à Dourdan, où il a maille à partir avec le curé local, il doit se résigner à devenir commis en écriture chez un entrepreneur parisien, d'où il sera renvoyé sitôt le début de la révolution de février 1848. Sa vie de communiste devient dès lors la chronique exemplaire d'un militant dans le siècle. Arrêté avant même les journées de Juin, il est condamné à trois mois de prison et deux années de surveillance pour détention d'armes de guerre, envoyé à Dijon en résidence surveillée. Exilé à Londres en 1851, il peut, entre Dean Street et Greek Street, y croiser Marx, Mazzini ou Louis Blanc. Il y fonde un restaurant coopératif, « La Sociale », avant de revenir à Paris en 1853.

Dans les années 1860, il se plonge dans l'activité moléculaire des clubs et réunions où le mouvement socialiste reconstitue ses forces. Les rapports de police le considèrent comme un des orateurs les plus populaires de l'époque : « Il développe ses théories sur la propriété collective et la suppression de l'héritage ; il attaque violemment l'institution du mariage et préconise l'union libre. »

Membre du Comité de vigilance pendant le siège de Paris en 1870, Lefrançais participe activement à l'émeute du 31 octobre contre la mollesse défaitiste du gouvernement « de la Défense nationale ». Emprisonné quatre mois à Mazas, puis à Vincennes et à la Santé, il est élu maire adjoint du XX^e arrondissement

Souvenirs d'un révolutionnaire

et acquitté par un conseil de guerre le 24 février 1871. Le 26 mars, il est élu à la Commune par le IV^e arrondissement. Combattant sur les dernières barricades de la Bastille et de l'Arsenal, il réussit à s'enfuir en Suisse. Le conseil de guerre le condamne à mort par contumace le 30 août 1872.

À Genève, il adhère à la section locale de l'Internationale puis à sa fédération «antiautoritaire» jurassienne, encourageant les foudres des «marxistes» qui dénoncent son rôle «à la tête de ces aliénés». Il participe à la présidence du congrès international antiautoritaire de Saint-Imier en septembre 1872 et collabore à *La Révolution sociale*, organe de la fédération jurassienne influencée par Bakounine. Gagnant sa vie comme commis aux écritures, il assiste Élisée Reclus dans ses travaux de géographie, se bat en duel, et revient à Paris après l'amnistie en 1880. Ayant souvent dénoncé «la duperie du suffrage universel», il accepte d'être candidat aux élections législatives de 1889, par protestation «anti-ferryste et anti-boulangiste».

Il meurt le 16 mai 1901. À son enterrement au Père-Lachaise, le 19, un compagnon lit son propre testament : «Je meurs de plus en plus convaincu que les idées sociales que j'ai professées toute ma vie et pour lesquelles j'ai lutté autant que j'ai pu sont justes et vraies. Je meurs de plus en plus convaincu que la société au milieu de laquelle j'ai vécu n'est que le plus cynique et le plus monstrueux des brigandages. Je meurs en professant le plus profond mépris pour tous les partis politiques, fussent-ils socialistes, n'ayant jamais considéré ces partis que comme des groupements de simples niais dirigés par d'éhontés ambitieux sans scrupules ni vergogne. Pour dernières recommandations, je prie mon fils Paul de veiller à ce que mon enterrement – exclusivement civil bien entendu – soit aussi simple que l'a été ma vie elle-même, et à ce que je ne sois accompagné que de ceux qui m'ont connu comme ami et ont bien voulu m'accorder soit leur affection, soit plus simplement leur estime.»

Le citoyen Gustave Lefrançais a tout connu : la misère, la prison, l'exil, la conspiration, l'insurrection, et la condamnation capitale – sans jamais renoncer. Entre les massacres de juin 1848 et ceux de la Semaine sanglante, sa vie est un exemple de droiture et de fidélité à la cause des exploités et des opprimés.

Son roman de formation résume l'expérience d'un siècle où l'histoire s'est cassée en deux. Peut-on imaginer la profondeur

de cette coupure ? Témoin (de sa fenêtre) de la tuerie, le jeune détroqué Ernest Renan écrit à sa sœur Henriette le 1^{er} juillet 1848 : « L'orage est passé, ma chère amie ; mais il laissera longtemps après lui de funestes traces ! Paris n'est plus reconnaissable : les autres victoires n'avaient que des chants et des folies ; celle-ci n'a que deuil et fureurs. Les atrocités commises par les vainqueurs font frémir et nous reportent en un jour à l'époque des guerres de religion. Quelque chose de dur, de féroce, d'inhumain s'introduit dans les mœurs et dans le langage. Les personnes d'ordre, ceux qu'on appelle les honnêtes gens ne demandent que mitraille et fusillade ; l'échafaud est abattu, on y substitue le massacre ; la classe bourgeoise a prouvé qu'elle était capable de tous les excès de notre première Terreur avec un degré de réflexion et d'égoïsme en plus. »

Après juin 1848, il n'y a plus une République, mais deux, irréconciliables, la bleue et la rouge, la bourgeoise et la sociale. « Le véritable lieu de naissance de la République bourgeoise, écrit alors Marx, ce n'est pas la victoire de Février, c'est la défaite de Juin. » « Quels rapports existait-il, demande Lefrançais, entre la conception moderne d'une république égalitaire, basée sur le travail, et les républiques antiques à patriciens, à plèbe et à esclaves ? » Décidément, « notre république n'a rien de commun avec la vôtre » : « Juin l'a suffisamment démontré ! »

« Environ quinze mille hommes morts ou blessés dans les deux camps ; la chasse à l'homme organisée ; une partie de Paris dénonçant l'autre ; les haines les plus farouches déchaînées entre l'armée, la mobile et les ouvriers, dont les blessés s'invectivent jusque sur leurs couches d'hôpital ; l'état de siège indéfini ; les conseils de guerre en permanence pour envoyer au bagne voire à l'échafaud les plus énergiques combattants des barricades : tel est le bilan de quatre mois de gouvernement des républicains. Qu'aurait pu faire la plus exécration des monarchies ? » Balles républicaines de juin 1848 ou balles monarchistes de juin 1832, c'est tout un pour ceux qui les reçoivent, « si ce n'est qu'en 1848, il y en avait davantage ».

La leçon est tirée. Elle laissera des traces profondes d'hostilité populaire envers les démocrates et les politiciens bourgeois, toujours prêts à se retourner contre « la canaille » qui leur sert de marchepied : « Est-ce que, depuis son entrée à la préfecture de police, le soir du 24 février, Caussidière n'a pas aidé avec Ledru-Rollin et Louis Blanc à faire le jeu des réactionnaires en agitant le spectre de Blanqui ? Pourquoi lui

Souvenirs d'un révolutionnaire

et ses amis ne sont-ils pas présents aux barricades, donnant au mouvement l'impulsion directrice qui lui manque pour concentrer l'effort sur l'Assemblée qu'il eût fallu emporter d'assaut dès le premier jour ? C'est cette absence de direction qui cantonne l'insurrection dans ses quartiers où se dépense en pure perte l'énergie des combattants. Cavaignac et ses amis l'ont bien compris. Aussi, réduits bientôt à la seule défensive, les insurgés resteront des insurgés, c'est-à-dire des vaincus», constate Lefrançais en juin 48. L'expérience politique est aussi militaire : l'art de l'insurrection relève de la guerre de mouvement et de décision rapide. L'immobilité et l'hésitation y sont synonymes de défaite. Un certain Lénine s'en souviendra, un demi-siècle plus tard, dans ces journées d'octobre où il exhorte les dirigeants de son parti à passer à l'acte sans délai : question de vie ou de mort.

La Commune de 1871 confirme juin 1848. La révolution du 18 mars porte au pouvoir un gouvernement de sans-grades, « d'inconnus, d'ignorants », qui sera un jour la gloire de « la première vraiment populaire de nos révolutions ».

Après la défaite, Lefrançais résume les racines de la fracture de classe qui est la clef de la guerre civile : « Les vrais "crimes" de la Commune, ô bourgeois de tous poils et de toutes couleurs : monarchistes, bonapartistes, et vous aussi républicains roses ou même écarlates ; les vrais crimes de la Commune qu'à son honneur vous ne lui pardonnerez jamais ni les uns ni les autres, je vais vous les énumérer [...] La Commune, c'est le parti de ceux qui avaient d'abord protesté contre la guerre en juillet 1870, mais qui, voyant l'honneur et l'intégrité de la France compromis par votre lâcheté, ont tenté l'impossible pour que l'envahisseur fût repoussé hors des frontières [...] La Commune, pendant six mois, a mis en échec votre œuvre de trahison [...] La Commune a démontré que le prolétariat était préparé à s'administrer lui-même et pouvait se passer de vous [...] La réorganisation des services publics que vous aviez abandonnés en est la preuve évidente [...] La Commune a tenté de substituer l'action directe et le contrôle incessant des citoyens à vos gouvernements, tous basés sur la raison d'État, derrière laquelle s'abritent vos pilleries et vos infamies gouvernementales de toutes sortes... Jamais, non jamais, vous ne le lui pardonnerez. »

La Commune a pourtant péché par naïveté en ne comprenant pas qu'on « ne peut être à la fois légal et révolutionnaire

Connaissez-vous Lefrançais ?

(sous peine de choir entre les deux)». Il estime ainsi avec Marx que n'avoir pas pris possession de la Banque de France constitue «une irréparable faute».

De tels *Souvenirs* contribuent à mieux comprendre certains traits constitutifs du mouvement ouvrier français. Ils éclairent les origines du syndicalisme révolutionnaire, sa défiance tenace envers le parlementarisme, ses accents ouvriéristes ou populistes, que le Parti communiste sut exploiter à ses propres fins, dans l'entre-deux guerres, au service de la bolchévisation stalinienne.

Proclamant ses convictions communistes, un lutteur comme Lefrançais se méfie cependant du populisme d'en haut et de «l'exaltation de la blouse» devenue «la rengaine des républicains du lendemain». Il raille les «amis du peuple auto-proclamés»: «A-t-on besoin de proclamer qu'on s'aime soi-même?»

Producteurs, sauvons-nous nous-mêmes! La formule vaut pour lui au pied de la lettre. Elle est à la base de son hostilité envers toute forme de délégation représentative et d'un goût jamais démenti pour la démocratie directe. Par deux fois en un quart de siècle, la génération de Lefrançais a subi la cuisante épreuve des lâchetés et de la cruauté bourgeoise. Ainsi appartient-il (avec Vallès, Varlin, Courbet, Franckel, Beslay, Longuet, Vermorel) à la minorité de la Commune qui vote contre la création d'un Comité de salut public. Non seulement il désapprouve le fait de rejouer en farce les grandes heures de la Terreur jacobine, mais il craint qu'un tel comité ne devienne une arme aux mains d'un parti, alors que la Commune de Paris est «l'expression et la force impersonnelle de la révolution». Elle doit le rester.

Dès son entrée à l'Hôtel de Ville, le Comité central déclarait en effet que «la révolution du 18 mars a d'abord pour but de restituer à Paris et par suite à la France entière la souveraineté effective une fois de plus usurpée par les gens du 4 Septembre». Il ne se considérait pas comme un Pouvoir mais comme «un instrument provisoire de la souveraineté populaire qui invite aussitôt la population à élire ses mandataires». Désormais, «l'État ne serait plus que la simple expression des intérêts communaux solidarisés».

Cette vigilance contre toute forme de délégation, de confiscation, d'usurpation du pouvoir, et contre la formation d'une «caste nouvelle des employés d'État au moyen d'une École d'administration» (une ENA avant l'heure envisagée par le

Souvenirs d'un révolutionnaire

thermidorien Carnot), a pour contrepartie le souci de toute une vie pour l'éducation et l'organisation populaire. Lefrançais est sans cesse à l'écoute de ce qui fermente dans les clubs et les associations. Il s'émerveille de cette prolifération de vie et de culture populaire, où les classes laborieuses font leur apprentissage à grande échelle, contrairement à ce qui se passait dans les cercles fermés des sociétés secrètes. Dans les années 1860, il assiste avec enthousiasme à l'essor d'un mouvement ouvrier moderne dont les formes solidaires entrent en conflit avec la concurrence sur laquelle repose «l'exploitation des salariés par les salariants». Mais il combat aussi les illusions proudhoniennes dont les associations, «si fraternelles soient-elles», ne feraient que «substituer la guerre de groupe à groupe à celle d'individu à individu». Le seul moyen de déjouer ce piège, c'est «la fédération des associations ouvrières solidarisées; mais l'idée n'est pas encore mûre...»

Ayant débuté sa carrière comme instituteur, Lefrançais reste particulièrement sensible aux programmes et aux méthodes d'éducation. Il aurait pu, quelques années plus tard, être un pionnier de l'École émancipée et du syndicalisme enseignant. Adhérent à l'Association des instituteurs et institutrices socialistes, il contribue dès les années quarante avec quelques amis, dont Pauline Roland et Jeanne Deroin, à mettre au point un programme novateur sous la Deuxième République. Sous le Second Empire, pendant que le mouvement ouvrier reprend son souffle, il adhère à une loge franc-maçonne de rite écossais, mais la quitte aussitôt, échaudé par «la plus insipide et la plus religieuse des sociétés de bienfaisance».

Il est en revanche frappant de constater à quel point ces réunions semi-légales où le mouvement populaire prend un nouvel essor est loin du syndicalisme étroitement revendicatif confiné à l'horizon clos de l'usine. Le public nombreux y est curieux de tout. Il se passionne pour la cause des femmes et pour les questions de la famille et de l'héritage. En 1849, invité à une réunion sur l'éducation qui s'annonce plutôt mal, Lefrançais décide de rester en voyant «entrer ces dames, bien convaincu que l'intérêt de la réunion se ressentirait de leur présence». En 1868, l'une des premières réunions publiques au Vaux-Hall, à laquelle assistent plus de deux mille personnes, en majorité ouvriers et ouvrières, traite du «travail des femmes». La discussion se conclut par un vote de principes, «reconnaissant le droit de la femme à conserver par le travail sa personnalité et dès lors son égalité sociale».

Connaissez-vous Lefrançais ?

On se presse aux réunions qui débattent de la famille. Entre partisans du divorce légal et ceux de l'union libre, l'assistance est souvent partagée, mais peu importe : « L'idée de l'union libre est posée ». Aux réunions du Pré-aux-Clercs, dont l'auditoire est principalement étudiant, on s'enflamme sur les questions du mariage, de l'hérédité, des droits réciproques du père et de l'enfant. Aux Folies-Belleville, où domine « l'élément ouvrier », on discute surtout entre écoles socialistes : « L'auditoire est très impressionnable, facile à émouvoir et pourtant très attentif, rien d'intéressant pour l'orateur comme de voir cet océan de têtes reflétant les diverses émotions par lesquelles il passe lui-même et qu'il a su leur transmettre. »

La duplicité dont a fait preuve la République bourgeoise a semé en revanche une suspicion tenace sur les revendications qui lui semblent associées. Ainsi Lefrançais se montre-t-il indifférent, voire vaguement hostile à l'idée du suffrage des femmes : qu'importe, dit-il, à celle qui se met les doigts en sang pour fabriquer des queues de fleurs artificielles, ou qui se ruine la santé au travail, de pouvoir être électrice et éligible. Il refuse également de faire partie d'aucune société pour l'abolition de la peine de mort, qui apparaît déjà comme le cheval de bataille par excellence des réformateurs ayant renoncé à toute autre réforme sociale radicale et qui n'hésitent pas à faire donner la troupe contre les barricades : « Tant que des milliers de travailleurs auront tête, bras et jambes coupés, ventre étripé par le machinisme industriel, pour la plus grande satisfaction du dieu Capital, je réserve mes larmes en faveur de ceux-ci. La suppression de la peine de mort encourue chaque jour à l'usine par les exploités de la grande industrie me paraît beaucoup plus urgente que celle de la peine infligée par les juges. Supprimons avant tout la première ; la seconde logiquement viendra après. » On trouvera chez Paul Lafargue un même son de cloche. On saisit ici à sa source un ouvriérisme ou un « socialisme pur », dont la méfiance légitime envers le parlementarisme bourgeois se transforme en retrait de la politique en général. L'indifférence initiale du socialisme guesdiste envers l'affaire Dreyfus, considérée comme un règlement de compte au sein de la caste militaire et de la classe dominante, s'inscrit dans cette tradition naissante. La décomposition parlementaire, l'encanaillement des « élites », la corruption et les affaires sont susceptibles de raviver aujourd'hui cette sensibilité, parfois en sommeil, mais profondément enracinée dans la culture populaire française.